nécessité d'un appui des gouvernements pour qu'une telle année soit productive, un rapport sur les mesures prises et les modalités arrêtées pour assurer la préparation, l'appui et le financement adéquats d'une année internationale de l'enfant, qui serait de préférence l'année 1979, correspondant au vingtième anniversaire de la Déclaration des droits de l'enfant ⁸¹.

1978^e séance plénière
30 juillet 1975

1963 (LIX). Coopération technique entre pays en voie de développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant le Consensus de 1970 ⁸² et la décision prise par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, à sa vingtième session, au sujet des nouvelles dimensions de la coopération technique multilatérale ⁸³,

Rappelant en outre que, par sa résolution 3251 (XXIX), en date du 4 décembre 1974, l'Assemblée générale a invité les commissions régionales ainsi que les organisations participantes du système des Nations Unies et chargées de l'exécution à appliquer les recommandations formulées à leur adresse par le Groupe de travail de la coopération technique entre pays en voie de développement dans son rapport sur sa troisième session ⁸⁴,

Notant avec satisfaction la décision prise, à la vingtième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, au sujet de la coopération technique entre pays en voie de développement ⁸⁵,

1. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, en raison de l'importance que les pays en voie de développement attachent aux activités de coopération entre pays en voie de développement, d'intégrer ces activités dans le cadre normal du Programme des Nations Unies pour le développement et de leur donner la priorité qui convient;

2. *Prie* l'Administrateur du Programme d'effectuer d'autres études en vue de déterminer les projets particuliers de coopération technique entre pays en voie de développement aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, par l'intermédiaire du service spécial de coordination mentionné au paragraphe 2 de la résolution 3251 (XXIX) de l'Assemblée générale, afin d'établir des programmes de coopération technique entre pays en voie de développement;

⁸¹ Résolution 1386 (XIV) de l'Assemblée générale.

⁸² Approuvé par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa dixième session; le texte du Consensus figure dans l'annexe de la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale.

⁸³ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément n° 2 A (E/5703), par. 54.

⁸⁴ DP/69.

⁸⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-neuvième session, Supplément n° 2 A (E/5703), par. 332.

3. *Demande en outre* que l'Administrateur du Programme, en vue d'aboutir à une application pratique de la coopération technique entre pays en voie de développement, accorde une attention particulière au recrutement d'experts, de consultants et d'entrepreneurs des pays en voie de développement sur une base préférentielle, conformément à la pratique des Nations Unies, et achète, sur une base préférentielle également, les matériaux et l'équipement nécessaires, appropriés et compétitifs, qui peuvent être fournis par les pays en voie de développement;

4. *Souligne* qu'il est souhaitable que les réunions régionales intergouvernementales, mentionnées au paragraphe 4 de la résolution 3251 (XXIX) de l'Assemblée générale, sur la coopération technique entre pays en voie de développement se tiennent aussitôt que possible et, par conséquent, au plus tard en décembre 1976;

5. *Attend avec intérêt* le prochain rapport de l'Administrateur du Programme sur la question des achats centralisés et une décision ultérieure du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à cet égard, en raison de l'importance de la question pour la mise en œuvre des projets;

6. *Souligne* l'importance des recommandations figurant aux paragraphes 43 à 49 du rapport final du Groupe de travail de la coopération technique entre pays en voie de développement, rapport qui figure dans le rapport du Groupe de travail sur sa troisième session;

7. *Recommande* que l'Assemblée générale ouvre des crédits, au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour financer les services de conférence relatifs aux réunions régionales et aux colloques intergouvernementaux régionaux et mondiaux sur la coopération technique entre pays en voie de développement;

8. *Fait sienne* la décision du Conseil d'administration selon laquelle, pendant la période allant de 1977 à 1981, la Réserve du Programme devra servir, si l'on ne dispose pas d'autres ressources, à promouvoir notamment la coopération technique entre pays en voie de développement ⁸⁶.

1978^e séance plénière
30 juillet 1975

1964 (LIX). Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur la session qu'il a tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 14 au 30 mai 1975 ⁸⁷,

Notant avec approbation les renseignements que le Conseil d'administration a fournis dans ledit rapport au sujet des activités du Fonds,

Profondément préoccupé par la détérioration sérieuse des conditions de vie des enfants et des services qui leur

⁸⁶ *Ibid.*, par. 314, al. i.

⁸⁷ *Ibid.*, Supplément n° 6 (E/5698).